

# Le Quotidien

Statistique Canada

**Le lundi 6 juillet 2015**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

## Communiqués

---

**Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations, 2014 (estimations provisoires) et 2015 (perspectives)** 2

Les dépenses en immobilisations au chapitre de la construction non résidentielle et du matériel et outillage devraient totaliser 251,8 milliards de dollars en 2015, en baisse de 4,9 % par rapport à 2014.

Refuges pour femmes violentées, 2014 8

Prix des produits agricoles, mai 2015 10

Papier-toiture asphalté, mai 2015 11

Indices de mission canadienne à l'étranger, juillet 2015 12

---

**Nouveaux produits et études** 13

---



---

## Communiqués

---

### Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations, 2014 (estimations provisoires) et 2015 (perspectives)

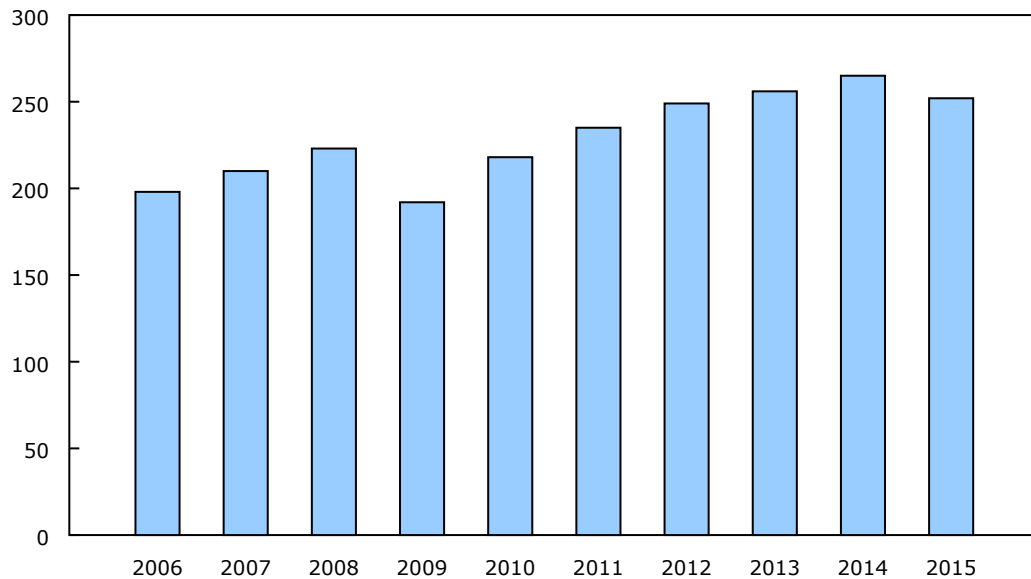
Les dépenses en immobilisations au chapitre de la construction non résidentielle et du matériel et outillage devraient totaliser 251,8 milliards de dollars en 2015, en baisse de 4,9 % par rapport à 2014.

On prévoit que les dépenses en immobilisations diminueront de 0,2 % dans le secteur public et de 7,0 % dans le secteur privé, principalement en raison d'une réduction des dépenses dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz.

#### Graphique 1 Dépenses en immobilisations : affaiblissement des perspectives en 2015

---

milliards de dollars



Source(s) : Tableau CANSIM [029-0045](#).

---

Les dépenses en immobilisations dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz devraient se chiffrer à 67,9 milliards de dollars, en baisse de 18,7 % par rapport à 2014.

En 2015, les dépenses en immobilisations consacrées à l'exploration et à l'évaluation, qui comprennent les frais de forage d'exploration pétrolière et gazière, les dépenses géologiques et géophysiques et les autres coûts d'exploration et d'évaluation pétrolière et gazière, ainsi que les frais de prospection minérale, devraient reculer de 25,1 % par rapport à 2014 pour s'établir à 6,8 milliards de dollars.

---

## Recul dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz

Les entreprises du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz ont déclaré qu'elles prévoyaient une diminution de 15,6 milliards de dollars, ou de 18,7 %, des dépenses en immobilisations au chapitre de la construction et du matériel et outillage, qui se chiffraient à 67,9 milliards de dollars en 2015. Il est prévu que le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz continue d'enregistrer les dépenses en immobilisations les plus élevées, soit plus du quart du total des dépenses en immobilisations.

On s'attend à ce que le recul dans ce secteur soit principalement attribuable au sous-secteur de l'extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques, où l'on prévoit une diminution des dépenses en immobilisations de 8,0 milliards de dollars, lesquelles s'établiraient à 30,5 milliards de dollars. En outre, on prévoit une baisse de 5,0 milliards de dollars des dépenses en immobilisations dans le sous-secteur de l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques, dépenses qui se chiffraient à 25,1 milliards de dollars.

En 2015, on s'attend à ce que trois provinces représentent la majeure partie de la diminution des dépenses en immobilisations dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz. En Alberta, les dépenses en immobilisations dans le secteur devraient reculer de 12,0 milliards de dollars, ou de 21,4 %, pour se chiffrer à 44,0 milliards de dollars. En Saskatchewan, on prévoit que les dépenses en immobilisations diminueront de 2,2 milliards de dollars, ou de 24,3 %, pour s'établir à 6,9 milliards de dollars. En Colombie-Britannique, les dépenses en immobilisations devraient connaître un recul de 1,4 milliard de dollars, ou de 21,1 %, pour se fixer à 5,2 milliards de dollars.

La plus forte hausse provinciale dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz est attendue à Terre-Neuve-et-Labrador, où les dépenses en immobilisations devraient augmenter de 86 millions de dollars, ou de 1,6 %, pour atteindre 5,4 milliards de dollars.

À l'échelle provinciale, on s'attend à ce que l'Alberta continue à contribuer le plus au secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz, représentant 64,8 % du total des dépenses en immobilisations.

### Autres secteurs industriels

D'importantes diminutions des dépenses en immobilisations au chapitre de la construction non résidentielle et du matériel et outillage ont été signalées par certains secteurs. Les dépenses en immobilisations des organismes du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale devraient se chiffrer à 8,7 milliards de dollars en 2015, en baisse de 14,2 % par rapport à 2014. On s'attend à ce que 80,8 % de cette diminution soit attribuable au sous-secteur des hôpitaux.

Les dépenses en immobilisations dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques devraient diminuer de 23,2 % pour s'établir à 2,0 milliards de dollars. On s'attend à ce que le recul soit en partie attribuable au sous-secteur de l'architecture, du génie et des services connexes, qui devrait représenter près de 30 % de la diminution totale.

Dans l'ensemble, les dépenses en immobilisations dans le secteur du transport et de l'entreposage devraient afficher la plus forte croissance en 2015. On prévoit une hausse de 3,1 milliards de dollars des dépenses dans ce secteur, lesquelles s'établiraient à 26,4 milliards de dollars, principalement en raison de l'augmentation des dépenses en immobilisations dans le transport par pipeline ainsi que dans le transport en commun et le transport terrestre de voyageurs.

Les dépenses en immobilisations du secteur de l'administration publique devraient croître de 0,8 % pour atteindre 31,6 milliards de dollars.

Les fabricants ont déclaré une hausse attendue des dépenses de 2,7 %, lesquelles se fixeraient à 17,5 milliards de dollars en 2015. Cette progression serait principalement attribuable à l'augmentation des dépenses dans le sous-secteur de la fabrication de produits du pétrole et du charbon en Alberta et le sous-secteur de la fabrication de machines au Québec.

Les dépenses en immobilisations dans les services d'enseignement devraient progresser de 9,7 %, principalement en raison d'une hausse des dépenses dans le sous-secteur des collèges communautaires et des cégeps.

## Sommaire des provinces et des territoires

En 2015, on prévoit une diminution des dépenses en immobilisations au chapitre de la construction non résidentielle et du matériel et outillage en Alberta, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, en Ontario, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Yukon et au Nunavut.

Les dépenses en immobilisations en 2015 devraient diminuer en Alberta, car un certain nombre de projets dans le secteur de l'extraction pétrolière et gazière ont été suspendus. On s'attend à ce que la valeur des dépenses en immobilisations privées et publiques se chiffre à 82,0 milliards de dollars, en baisse de 11,0 % par rapport à 2014.

En Saskatchewan, les dépenses en immobilisations devraient se replier de 12,9 % pour totaliser 15,5 milliards de dollars. Ce recul serait attribuable à la réduction des dépenses dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz.

C'est au Québec que les organisations ont déclaré l'augmentation la plus prononcée des perspectives de dépenses en immobilisations. Les dépenses devraient augmenter de 2,7 % pour s'établir à 37,3 milliards de dollars, principalement en raison d'une hausse des dépenses en immobilisations dans le secteur de l'administration publique.

On prévoit que les dépenses en immobilisations augmenteront de 4,5 % pour atteindre 10,0 milliards de dollars au Manitoba, où les dépenses dans le secteur des services publics devraient progresser de 507 millions de dollars pour se fixer à 2,9 milliards de dollars. En outre, on s'attend à ce que les dépenses du sous-secteur des administrations publiques provinciales augmentent de 158 millions de dollars pour atteindre environ 1 milliard de dollars.

En Nouvelle-Écosse, les dépenses en immobilisations au chapitre de la construction non résidentielle et du matériel et outillage devraient enregistrer une hausse de 9,2 % pour s'établir à 4,0 milliards de dollars, en raison d'une augmentation des dépenses dans le sous-secteur des administrations publiques locales, municipales et régionales.

### Note aux lecteurs

*Les estimations provisoires de 2014 et les perspectives de 2015 de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations (EDIR) au chapitre de la construction non résidentielle et du matériel et outillage sont tirées d'une enquête par sondage réalisée auprès de 25 000 sociétés privées et administrations publiques. Cette enquête a été réalisée d'octobre 2014 à janvier 2015. Un suivi auprès des grandes entreprises du secteur du pétrole et du gaz a été mené afin de mettre à jour les perspectives relatives aux dépenses en immobilisations de 2015 après la baisse des prix du pétrole et du gaz.*

*Comme il a été annoncé le 26 février 2015 dans [Le Quotidien](#), l'EDIR a fait l'objet d'un important remaniement. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les changements conceptuels et méthodologiques apportés, voir « [Modifications aux produits de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations](#) », accessible à partir du module Définitions, sources de données et méthodes de notre site Web, sous le numéro d'enquête 2803.*

*Les données du présent communiqué sont exprimées en dollars courants.*

**Tableau 1**  
**Dépenses en immobilisations, construction non résidentielle et matériel et outillage, secteurs industriels**

	2014 <sup>P</sup>	2015 (perspectives)	2014 à 2015
	millions de dollars		variation en %
<b>Total, construction non résidentielle et matériel et outillage</b>	<b>264 865,5</b>	<b>251 774,6</b>	<b>-4,9</b>
Dépenses totales en immobilisations du secteur privé	184 656,1	171 756,3	-7,0
Dépenses totales en immobilisations du secteur public	80 209,4	80 018,3	-0,2
<b>Secteurs industriels</b>			
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	6 771,2	6 583,8	-2,8
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	83 442,8	67 871,7 <sup>E</sup>	-18,7
Services publics	31 640,4	31 283,5	-1,1
Construction	6 349,1	6 157,5	-3,0
Fabrication	17 062,4	17 524,4	2,7
Commerce de gros	3 992,7	4 153,5	4,0
Commerce de détail	5 812,2	6 258,3	7,7
Transport et entreposage	23 248,7	26 368,8	13,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	8 947,6	9 028,8	0,9
Finance et assurances	3 389,8	3 499,8	3,2
Services immobiliers et services de location et de location à bail	11 086,5	11 565,3	4,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	2 591,9	1 989,7	-23,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	397,6	374,2	-5,9
Services administratifs, de soutien et de gestion de déchets et d'assainissement	F	2 192,6	F
Services d'enseignement	8 350,2	9 162,6	9,7
Soins de santé et assistance sociale	10 169,7	8 725,4	-14,2
Arts, spectacles et loisirs	2 337,2	1 990,6	-14,8
Services d'hébergement et de restauration	4 268,1	4 324,4	1,3
Autres services, sauf les administrations publiques	1 108,0	1 131,2	2,1
Administrations publiques	31 340,7	31 588,3	0,8

P provisoire

E à utiliser avec prudence

F trop peu fiable pour être publié

**Note(s)** : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

**Source(s)** : Tableaux CANSIM [029-0045](#) et [029-0047](#).

**Tableau 2****Dépenses en immobilisations, construction non résidentielle et matériel et outillage, provinces et territoires**

	2014 <sup>P</sup>	2015 (perspectives)	2014 à 2015
	millions de dollars		variation en %
<b>Canada</b>	<b>264 865,5</b>	<b>251 774,6</b>	<b>-4,9</b>
<b>Construction non résidentielle</b>	<b>179 737,3</b>	<b>171 270,4</b>	<b>-4,7</b>
<b>Matériel et outillage</b>	<b>85 128,3</b>	<b>80 504,2</b>	<b>-5,4</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	9 281,5	9 261,4	-0,2
Construction non résidentielle	7 971,7	8 076,8	1,3
Matériel et outillage	1 309,7	1 184,6	-9,6
Île-du-Prince-Édouard	578,5	622,2	7,6
Construction non résidentielle	307,8	371,2	20,6
Matériel et outillage	270,8	251,0	-7,3
Nouvelle-Écosse	3 698,7	4 038,3	9,2
Construction non résidentielle	1 731,8	2 001,4	15,6
Matériel et outillage	1 966,9	2 036,8	3,6
Nouveau-Brunswick	2 690,2	3 011,2	11,9
Construction non résidentielle	1 403,6	1 545,4	10,1
Matériel et outillage	1 286,6	1 465,8	13,9
Québec	36 337,7	37 322,3	2,7
Construction non résidentielle	23 252,0	23 872,1	2,7
Matériel et outillage	13 085,7	13 450,3	2,8
Ontario	62 366,3	61 424,6	-1,5
Construction non résidentielle	35 492,5	35 709,7	0,6
Matériel et outillage	26 873,8	25 714,9	-4,3
Manitoba	9 526,8	9 959,9	4,5
Construction non résidentielle	6 216,0	6 567,9	5,7
Matériel et outillage	3 310,9	3 392,0	2,4
Saskatchewan	17 770,0	15 480,5	-12,9
Construction non résidentielle	12 471,4	10 159,8	-18,5
Matériel et outillage	5 298,5	5 320,7	0,4
Alberta	92 078,8	81 987,8	-11,0
Construction non résidentielle	69 846,4	63 526,5 <sup>E</sup>	-9,0
Matériel et outillage	22 232,4	18 461,3	-17,0
Colombie-Britannique	28 063,5	26 282,2	-6,3
Construction non résidentielle	19 061,6	17 646,9	-7,4
Matériel et outillage	9 001,8	8 635,2	-4,1
Yukon	409,5	398,2	-2,8
Construction non résidentielle	264,8	267,2	0,9
Matériel et outillage	144,7	131,0	-9,5
Territoires du Nord-Ouest	1 099,7	1 385,7	26,0
Construction non résidentielle	874,1	1 077,9	23,3
Matériel et outillage	225,6	307,8	36,4
Nunavut	964,5	600,3	-37,8
Construction non résidentielle	843,7	447,5	-47,0
Matériel et outillage	120,8	152,8	26,5

<sup>P</sup> provisoire<sup>E</sup> à utiliser avec prudence**Note(s)** : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.**Source(s)** : Tableau CANSIM [029-0045](#).

**Données offertes dans CANSIM : tableaux [029-0045](#) à [029-0048](#) et [029-0051](#).**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2803](#).**

L'article de recherche, « [Dépenses en immobilisations non résidentielles : estimations réelles provisoires pour 2014 et intentions pour 2015](#) », qui fait partie de la publication *Aperçus économiques* ([11-626-X](#)), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Des études similaires sont accessibles à partir du module [Mise à jour sur l'analyse économique](#) de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)).

Pour obtenir des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Valérie Gaudreault au 613-883-0624 ([valerie.gaudreault@statcan.gc.ca](mailto:valerie.gaudreault@statcan.gc.ca)), Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

## Refuges pour femmes violentées, 2014

Le 16 avril 2014, dans le cadre de l'Enquête sur les maisons d'hébergement (EMH), on a dénombré 627 refuges pour femmes violentées en activité au Canada.

À cette date de l'instantané, 7 969 femmes et enfants résidaient dans ces refuges. Près des trois quarts de ces femmes (73 %) étaient là principalement pour fuir une situation de violence, ce qui se traduit par un taux de 22 pour 100 000 femmes de 15 ans et plus au Canada.

Les femmes et les enfants qui résidaient dans un refuge le jour de l'instantané se trouvaient dans une maison d'hébergement (37 %), une maison d'hébergement de deuxième étape (23 %), un refuge d'urgence (21 %) ou un centre d'urgence pour femmes (13 %). La proportion restante de 6 % demeurait dans d'autres types de refuges, tels que des centres de ressources familiales.

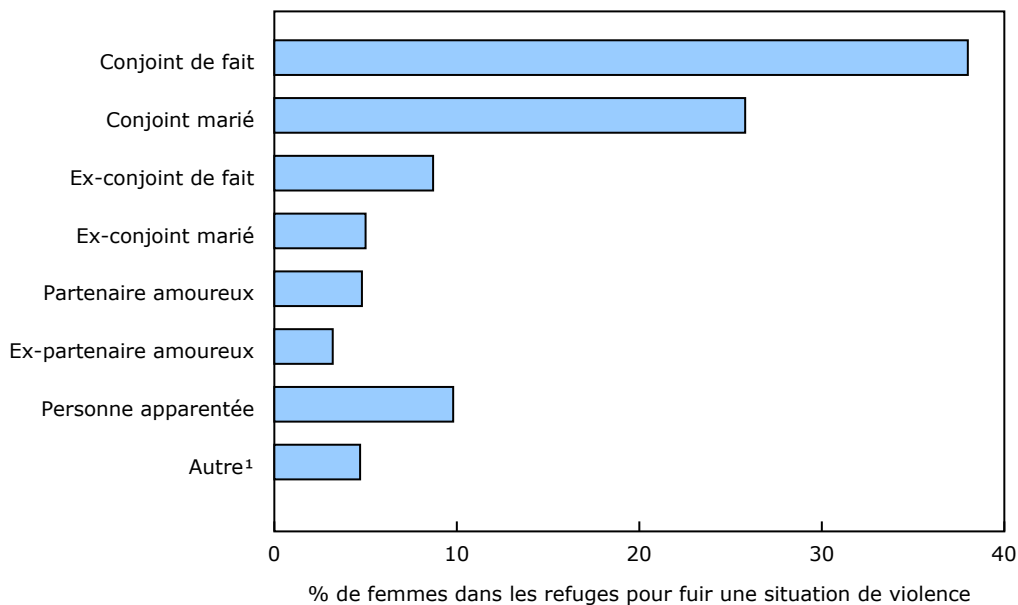
Le jour de l'instantané, le quart (25 %) des résidentes des refuges au Canada avaient déjà séjourné dans le même refuge. Le taux de réadmissions le plus élevé a été enregistré dans les centres d'urgence pour femmes, où plus de 4 résidentes sur 10 se trouvant dans un centre le jour de l'instantané y avaient déjà séjourné.

Les femmes hébergées dans un refuge le 16 avril 2014 ont déclaré diverses raisons pour avoir fait appel à un refuge. La violence psychologique, déclarée par 66 % des résidentes, et la violence physique, mentionné par la moitié des résidentes, étaient les raisons les plus souvent invoquées par les femmes pour faire appel à un refuge. Cette constatation valait dans la plupart des provinces et des territoires.

Parmi les femmes qui ont indiqué que la violence était la raison principale les ayant motivées à faire appel à un refuge le jour de l'instantané, 69 % ont dit que leur agresseur était leur partenaire intime actuel, alors que 17 % ont déclaré que leur agresseur était un ancien partenaire intime.

### Graphique 1

#### Lien de l'agresseur avec la victime chez les femmes qui résident dans les refuges principalement pour fuir une situation de violence, Canada, le 16 avril 2014



1. Comprend les fournisseurs de soins, les amis, les connaissances, les symboles d'autorité et les autres liens non indiqués.

Source(s) : Enquête sur les maisons d'hébergement (3328).



Parmi les femmes qui ont fait appel à un refuge le 16 avril 2014 principalement pour fuir une situation de violence, un peu plus de la moitié (51 %) ont été admises avec leurs enfants, alors que 17 % se sont rendues au refuge sans leurs enfants. La proportion restante de 31 % des femmes résidant dans un refuge n'avaient pas d'enfants ni de responsabilités parentales.

Les refuges qui ont participé à l'EMH ont déclaré que les situations de violence qui avaient poussé les femmes à faire appel à un refuge n'avaient pas souvent été signalées à la police. Le jour de l'instantané, près de la moitié des femmes résidant dans un refuge ayant invoqué la violence comme raison de faire appel à un refuge ont indiqué que la plus récente situation de violence n'avait pas été portée à l'attention de la police.

Le jour de l'instantané, 338 femmes et 201 enfants les accompagnant se sont vu refuser l'admission dans un refuge au Canada. Le manque de place était la raison la plus courante pour avoir refusé l'hébergement à ces personnes, représentant plus de la moitié (56 %) des raisons du refus d'hébergement. Parmi les autres raisons figuraient les problèmes d'alcoolisme ou de toxicomanie (8 %) et les problèmes de santé mentale (6 %).

### **Note aux lecteurs**

*Le présent rapport est fondé sur les données de la plus récente Enquête sur les maisons d'hébergement (EMH), qui est une enquête biennale nationale menée auprès des établissements d'hébergement accueillant les femmes violentées et leurs enfants. L'objectif de l'EMH est de recueillir des données pour établir un profil des services d'hébergement offerts aux femmes violentées et à leurs enfants au cours des 12 mois précédents et pour fournir de l'information sur la clientèle servie.*

**Données offertes dans CANSIM : tableaux [256-0013](#) à [256-0015](#) et [256-0017](#).**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [3328](#).**

Le bulletin *Juristat* « [Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2014](#) » ([85-002-X](#)) est maintenant disponible. Dans le module *Parcourir par ressource clé* de notre site Web, sous *Publications*, choisissez *Tous les sujets* puis *Crime et justice*, et *Juristat*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Prix des produits agricoles, mai 2015

Il est maintenant possible de consulter les prix que les agriculteurs ont reçus en mai pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales, les bovins, les porcs, la volaille, les œufs et les produits laitiers.

En mai, le prix des bovins d'abattage en Alberta s'est établi à 192,80 \$ pour 100 livres, en hausse de 0,7 % par rapport à avril et en hausse de 35,9 % par rapport à mai 2014, alors qu'il se situait à 141,87 \$.

Le prix du maïs-grain au Québec s'est établi à 203,00 \$ la tonne métrique en mai, en baisse de 0,5 % par rapport à avril et en baisse de 3,7 % par rapport à mai 2014, alors qu'il se situait à 210,86 \$.

### **Note aux lecteurs**

*Les prix des produits agricoles sont maintenant accessibles dans CANSIM. Les prix de plus de 35 produits agricoles sont offerts par province, dont certaines séries remontent à 35 ans. Les données sur les prix sont tirées de fichiers administratifs et sont dérivées d'enquêtes de Statistique Canada.*

**Données offertes dans CANSIM : tableau [002-0043](#).**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [3436](#).**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Papier-toiture asphalté, mai 2015

Les livraisons de bardeaux en asphalte ont atteint 3,5 millions de paquets métriques en mai, en hausse de 7,5 % par rapport au mois précédent et en hausse de 4,9 % comparativement à mai 2014.

La production de bardeaux en asphalte a diminué de 20,5 % par rapport au mois précédent pour atteindre 3,0 millions de paquets métriques en mai 2015, alors qu'elle était en baisse de 23,6 % comparativement à mai 2014.

### **Note aux lecteurs**

*L'enquête mensuelle, Papier-toiture asphalté, mesure la production, les livraisons et les exportations de produits de papier-toiture asphalté, y compris la destination des livraisons.*

*Les données dans le présent communiqué sont sujettes à révision et ne sont pas désaisonnalisées.*

**Données offertes dans CANSIM : tableau [303-0052](#).**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2123](#).**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Indices de mission canadienne à l'étranger, juillet 2015

Il est maintenant possible de consulter les données de juillet sur les indices de mission canadienne à l'étranger.

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2322](#).**

Le numéro de juillet 2015 de la publication *Les indices de mission canadienne à l'étranger* ([62-013-X](#)) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Nouveaux produits et études

---

### Nouveaux produits

**Les indices de mission canadienne à l'étranger**, juillet 2015

Numéro au catalogue [62-013-X](#) (HTML)

**Juristat**, vol. 35, n° 1

Numéro au catalogue [85-002-X](#) (HTML)

### Nouvelles études

**Aperçus économiques : « Dépenses en immobilisations non résidentielles : estimations réelles provisoires pour 2014 et intentions pour 2015 », n° 48**

Numéro au catalogue [11-626-X2015048](#) (HTML | PDF)

**Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2014**

Juristat



### **Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada**

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2015. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>